

A l'Assemblée nationale :
Examen du projet de loi modifiant le statut des fonctionnaires


Lire page 3

HORIZONS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATIONS - ÉDITÉ PAR L'AGENCE MAURITANIENNE D'INFORMATION

N° 8018 DU MARDI 20 AVRIL 2021

PRIX : 20 MRU



IMSAKIA

Mardi 8 Ramadan
Iftaar 19H 24
Imsak 5 H 17
Chourough 6h 44

Mercredi 9 Ramadan
Iftaar 19H 24
Imsak 5 H 16
Chourough 6h 43

«Vous devez agir et vous comporter en commis de l'Etat au service du citoyen et de la société»



Le Premier ministre, Monsieur Mohamed Ould Bilal, a effectué une visite, lundi matin, au ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme. Le Premier ministre qui s'est réuni avec les cadres du ministère a appelé ces der-

niers à observer, face aux usagers de leurs services, les comportements et attitudes que dicte leur statut de fonctionnaires de l'Etat, d'être à l'écoute des problèmes des citoyens et de traiter diligemment et avec équité les dossiers qui leur sont soumis dans le respect de

la loi, des règlements et des procédures. Le Premier ministre a souligné que sa visite pour le ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, comme toutes celles qui l'ont précédé dans les autres départements ministériels, vise à évaluer le niveau d'exécution des ins-

tructions du Président de la République, relatives au respect des horaires officiels de travail, de discipline, de proximité du service public, d'accessibilité aux prestations de l'administration et de respect des règles et procédures.

Lire page 3

Démarrage des opérations de vaccination contre la covid-19 à l'intérieur du pays



Les opérations de vaccination contre la covid-19 ont été lancées, hier, lundi, dans l'ensemble des chefs-lieux des wilayas de l'intérieur. Après une première phase consa-

crée au personnel de santé qui est en première ligne, suivie d'une deuxième étape qui a visé les personnes âgées ou à risque, et avec l'arrivée de lots importants de vaccins anti-covid, la campagne de vaccination prend

de l'ampleur. Actuellement, elle est élargie à l'ensemble des wilayas de l'intérieur du pays. Un tournant décisif sur la voie d'une plus grande immunisation contre la pandémie.

Lire page 4

Le ministre de la Santé s'entretient avec les ambassadeurs de France et d'Espagne

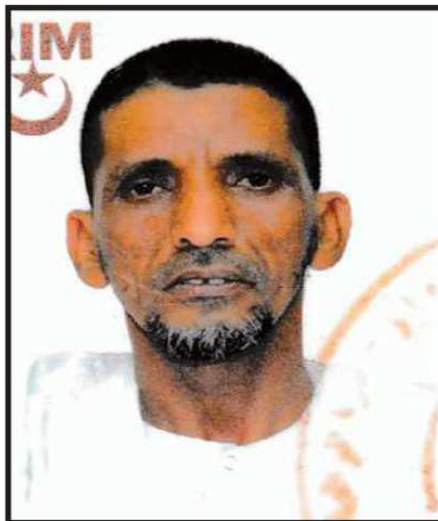
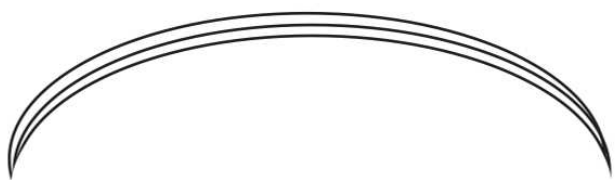


Le ministre de la Santé, Dr Mohamed Nedhirou Hamed, a présidé, lundi, au ministère une réunion avec l'ambassadeur de France accrédité en Mauritanie SEM. Robert Moullé et l'ambassadeur du Royaume d'Espagne accrédité en Mauritanie, SE M. Jesus Santos Aguado.

Cette réunion vise à évaluer les activités de l'équipe des médecins espagnols et français durant la deuxième vague du Covid 19 et les moyens d'améliorer la réanimation dans les hôpitaux nationaux et de renforcer la coopération en faveur du système sanitaire national.

Lire page 4

Le billet du Mardi



Si d'habitude, le mois de Ramadan rime avec flambée des prix, Allah Soit Loué ce n'est pas tout à fait le cas cette année en Mauritanie malgré la crise du Covid-19. A titre d'exemple, produits phares, les prix des dattes restent stables et n'ont pratiquement pas connu d'augmentation puisqu'ils varient entre 600, 800 et 1200 ouguiyas anciennes le kg selon la qualité. Cela s'explique en grande partie par l'opération « Ramadan » organisée par les pouvoirs publics en application des orientations du Président de la République. Cette opération a pour objectif principal de renforcer la solidarité et l'entraide entre les différentes franges de la société en particulier entre celles qui sont les plus vulnérables. Elle permet ainsi, de rendre disponibles quo-

tidienement des milliers de tonnes de produits alimentaires de consommation courante, à des prix subventionnés au profit de milliers de citoyens. C'est également une occasion rêvée pour les ménages de faire des économies substantielles. Ce geste louable du Gouvernement ne doit cependant pas les inciter à la surconsommation.

Il est en effet difficile de comprendre que plusieurs familles même les moins nanties préparent, à chaque rupture du jeûne, une profusion d'aliments qu'elles ne pourront pas consommer et qui finiront à la poubelle. D'où la nécessité d'arrêter net ce type de mentalité en ce mois de piété et d'humilité qui doit plutôt se conjuguer avec modestie et sobriété.

Mohamed Malainine Ould Abdel Vetah

HORIZONS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
ÉDITÉ PAR L'AGENCE MAURITANIE D'INFORMATION



DIRECTEUR DE PUBLICATION,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AMI :

Mohamed Fall Oumeir Beye

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION :

Maarouf Ould Oudaa

RÉDACTEUR EN CHEF :

khalilou Diagana

SECRETAIRE DE REDACTION :

Abderrahmane Ould Cheikh

CHEF DIVISION MAQUETTE :

Elhadrami Ould Ahmedou

TIRAGE : IMPRIMERIE NATIONALE

République Islamique de Mauritanie

Honneur – Fraternité – Justice

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

Conseil de Régulation

Comité de Certification

Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt pour la certification des spécialistes de la passation des marchés publics.

1. Suite à la certification d'un premier groupe des spécialistes en passation des marchés publics, l'ARMP compte organiser un nouveau test en ligne pour les candidats éligibles afin de figurer sur la liste des spécialistes certifiés en passation des marchés publics-niveau-I;
2. Les candidats intéressés doivent avoir un niveau académique d'au moins BAC+ 3. Ils doivent avoir, en plus, une expérience professionnelle pertinente attestée dans le domaine des marchés publics ou avoir pris part à des formations en marchés publics ;
3. Les candidats ont la possibilité de passer le test en arabe ou en français ;
4. Le test est ouvert aux candidats Mauritaniens et Etrangers ;
5. La procédure de sélection comporte deux phases :

a) Examen de la recevabilité et de la conformité des dossiers de candidature:

Dans cette phase, il sera vérifié pour chaque dossier de candidature que :

- Toutes les pièces demandées ont été fournies et que les informations documentaires fournies sont exactes ;
- Le candidat est éligible au sens du point 2 ci-dessus et que le diplôme fourni est conforme à celui demandé.

A la fin de cette phase, la liste des candidats éligibles, pour passer le test de certification, sera arrêtée et publiée par le Comité de certification qui établira un planning de passage au test.

b) Passage au test de certification :

Dans cette phase, l'évaluation est assurée, de manière automatique et sans intervention humaine, par un logiciel de certification sécurisé, installé à l'ARMP et mis en ligne, avec possibilité d'accès des candidats éligibles.

Le logiciel comprend une plateforme de cinq-cents (500) questions classées en catégories, permettant un choix aléatoires de quatre-vingt (80) questions couvrant toutes les étapes de la procédure de passation et d'exécution des marchés publics.

Pour faciliter l'organisation du test, il sera créé un profil pour chaque candidat éligible, qui doit obtenir 50% bonnes réponses sur les 80 questions générées, aléatoirement par le logiciel.

6. La génération des certificats sera automatique et en format PDF (signature automatique).

7. Les séances de certification sont organisées sous la supervision technique du consultant ;

8. Un registre d'inscription de candidature sera ouvert au secrétariat de l'ARMP à partir du mercredi 21 avril 2021 au vendredi 21 mai 2021, tous les jours ouvrables de 9h 30 à 16h.

9. Le dossier de candidature, sous pli fermé, doit être déposé au Siège de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), situé à TEVRAGH-ZEINA, E-NORD N°306, avec la mention suivante : « **Candidature pour la certification des spécialistes de passation des marchés publics** ». Les candidatures soumises de toute autre façon ne seront pas prises en considération.

10. Le dossier de candidature, sous pli fermé, doit com-

porter les éléments suivants :

- une lettre de motivation manuscrite (en arabe ou en français), adressée au Président du Comité de Certification, avec mention du contact ;
- un CV détaillé et certifié sur l'honneur ne dépassant pas 3 pages ;
- des copies certifiées des diplômes ;
- des copies des attestations de travail, le cas échéant ;
- des copies des attestations de formation, le cas échéant, en passation des marchés publics ;
- une copie de la carte d'identité nationale du candidat ;
- quatre (4) photos d'identité récentes.

11. Les candidats éligibles doivent s'acquitter des frais d'inscription d'un montant de trois mille (3000 MRU) à verser dans le numéro du compte ouvert au nom de l'ARMP;

12. Les dossiers des candidats non retenus peuvent être retirés deux (2) mois après l'organisation du test informatique.

13. Pour tous renseignements complémentaires, contacter

Mr : Hamidou DOUCOURE,
Titre : Assistant administratif du Comité,
Mail : hamidoucoure@hotmail.com
Téléphone : 47653295

Le Président du Comité de Certification
Ahmed Baba MOULAYE ZEINE



Le Premier ministre à l'adresse des cadres du ministère du Commerce: «Vous devez agir et vous comporter en commis de l'Etat au service du citoyen et de la société»

Le Premier ministre, Monsieur Mohamed Ould Bilal, a effectué une visite, lundi matin, au ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme.

Le Premier ministre a été accueilli à l'entrée du ministère par la ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, Mme Naha Mint Hamdi Ould Mouknass, le secrétaire général du ministère, le wali de Nouakchott-Ouest, la présidente du conseil régional de Nouakchott, le hakem de la moughataa de Tevragh Zeina et le maire.

En marge de la visite, la ministre du Commerce a fait une déclaration dans laquelle elle a précisé que la présente visite du Premier ministre, la première du genre, rentre dans le cadre d'une série de visites qu'il effectue au niveau des départements gouvernementaux.



Elle a indiqué qu'au début de la rencontre, le Premier ministre a donné ses instructions au personnel du ministère insistant sur le respect des principes et comportements que les fonctionnaires de l'Etat doivent prendre en considération, tout en affirmant que le personnel de son département s'y conforme. La ministre a également précisé que dans son

intervention, le Premier ministre a donné ses directives pour dresser le bilan de l'action du département. De même, Mme Naha Mint Hamdi Ould Mouknass a fait part de sa satisfaction du niveau des réalisations de son ministère conformément aux engagements du Président de la République. Elle a assuré que le département du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme fera en sorte d'aboutir aux objectifs généraux qu'il s'est fixés avant la fin du mandat actuel et qu'elle ne ménagera aucun effort pour arriver à cette fin dans les meilleures conditions. Au terme de sa déclaration, la ministre a remercié les cadres du ministère pour leur engagement en vue d'appliquer les instructions du Premier ministre.

Au cours de cette visite, le Premier ministre était accompagné par le ministre secrétaire général du gouvernement et de la directrice de cabinet du Premier ministre.



Le directeur de la SNDE appelle à l'ancrage de la bonne gouvernance



Une réunion a regroupé, lundi, les responsables et cadres de la Société Nationale de l'Eau (SNDE). Cette rencontre est consacrée à informer l'assistance des orientations et recommandations invitant le personnel et les staffs d'encadrement à accélérer le rythme de réalisation du programme du Président de la République Son Excellence M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani décliné dans la déclaration de politique générale du gouvernement et visant à rapprocher l'administration du citoyen.

Au cours de la réunion, le directeur général de la SNDE, M. Mohamed Lemine Ould El Benya, a informé les participants de l'objet de celle-ci, à savoir la visite du

Premier ministre au ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement couronnée par une réunion avec les responsables du département.

Au cours de cette rencontre, le Premier ministre, M. Mohamed Ould Bilal, avait insisté sur la nécessité de rapprocher le service public des citoyens qui en sont l'objet et la finalité.

Dans ce cadre, le directeur général de la SNDE a exhorté les staffs présents à faire preuve de responsabilité, de rigueur, de ponctualité et à exploiter, de manière optimale, le temps et à se mettre au service des populations pour renforcer leur confiance en l'administration tout en travaillant dans la transparence et avec esprit d'équipe.

Il a souligné l'importance que revêt l'accélération des projets que l'entreprise est en train d'exécuter. Il a, aussi, mis l'accent sur la promotion des performances du personnel et le développement de nouvelles méthodes et techniques de travail.

M. Mohamed Lemine Ould El Benya avait indiqué que tout le personnel de l'entreprise, depuis le simple employé jusqu'au directeur, est tenu d'appliquer ces orientations visant l'ancrage de la bonne gouvernance au sein d'une administration qui repose sur les principes du droit, de la bonne gestion et de la prise en compte des doléances et aspirations des citoyens.

Le ministre de la Défense reçoit l'ambassadeur de Chine

Le ministre de la Défense, M. Hanenna Ould Sidi, a reçu lundi à Nouakchott, SE M. Li Banjun, ambassadeur de la République populaire de Chine, accrédité en Mauritanie.



Au cours de l'audience, le ministre de la Défense et le diplomate chinois ont évoqué les relations entre les deux

pays et les moyens de les développer, particulièrement dans le domaine de coopération relevant du ministère.

Le ministre des Affaires islamiques reçoit le représentant de l'OIM



Le ministre des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel, M. Dah Ould Sidi Ould Amara Taleb, a reçu, lundi à Nouakchott, le représentant de l'Organisation Internationale des Migrations en Mauritanie, M. Bou-bacar Seybou.

La rencontre, qui entre dans le cadre des relations de coopération existant entre la Mauritanie et cette institution internationale, porte sur la coopération en matière de contrôle et de supervision des mahadras et du soutien de la Cellule nationale de Lutte

contre la Radicalisation et l'Extrémisme violent (CellRad).

Les deux parties ont assuré qu'elles veilleront à ce que les mahadras mauritaniennes fréquentées par des disciples venus de tous les coins du monde et d'où sont issus des oulémas, conservent leur caractéristique de modération, en leur qualité de vecteur de propagation du savoir.

La rencontre s'est déroulée en présence du responsable de la Cellule nationale de Lutte contre la Radicalisation et l'Extrémisme violent, M. Isselmou Ould Babah.

Le ministre de l'Équipement reçoit l'ambassadeur de Chine



Le ministre de l'Équipement et des Transports, M. Mohamedou Ahmedou M'Haïmid, a reçu en audience, lundi à Nouakchott, l'ambassadeur de la République Populaire de Chine en Mau-

ritanie, SEM. Li Bai Jun.

L'audience a porté sur le renforcement et le développement des relations de coopération entre les deux pays, en particulier dans les domaines d'intervention du ministère.

A l'Assemblée nationale : Examen du projet de loi modifiant le statut des fonctionnaires



La commission de l'Orient islamique, des Ressources humaines et des Affaires sociales et culturelles de l'Assemblée nationale a consacré la réunion qu'elle a tenue lundi sous la présidence de son président, M. Moussa Bouh Sidi Amar, à l'examen du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi N°09-93 du 18 janvier 1993 portant statut général des fonctionnaires et des agents contractuels de l'État.

Au cours de sa réunion, la commission a suivi un exposé du ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Modernisation de l'Administration, M. Camara Saloum Mohamed. Dans cet exposé, il s'est appesanti sur les objectifs du nouveau projet de loi, indiquant qu'il va permettre aux fonctionnaires de la protection civile de bénéficier d'un cadre juridique compatible aux missions qui leur sont confiées.

Le ministre de la Santé s'entretient avec les ambassadeurs de France et d'Espagne



Le ministre de la Santé, Dr. Mohamed Nedhirou Hammed, a présidé, lundi, au ministère une réunion avec l'ambassadeur de France accrédité en Mauritanie SE M. Robert Moulié et l'ambassadeur du Royaume d'Espagne accrédité en Mauritanie, SE M. Jesus Santos Aguado.

Cette réunion vise à l'évaluation des activités de l'équipe des médecins espagnols et français durant la deuxième vague du Covid 19 et aux moyens d'améliorer la réanimation dans les hôpitaux nationaux et de renforcer la coopération en faveur du système sanitaire national. La réunion s'est déroulée en pré-

sence de la directrice générale du Contrôle des Normes, de l'Organisation et de la Qualité des Prestations et Traitements, du directeur de l'hôpital des Spécialités, du représentant en Mauritanie de l'Organisation Mondiale de la Santé et des collaborateurs des deux ambassadeurs.

Démarrage des opérations de vaccination contre la covid-19 à l'intérieur du pays

Les opérations de vaccination contre le covid-19 ont été lancées lundi, dans les chefs-lieux des wilayas de l'intérieur.

Au niveau de **Rosso (Trarza)**, l'opération s'est déroulée sous la supervision du directeur général de la Santé publique, Dr. Sidi Ould Zahaf, coordinateur national de la Gestion de la pandémie du covid-19.

Contacté par l'AMI, Dr. Zahaf a déclaré que l'opération cible, dans sa phase actuelle, le personnel soignant, les personnes ayant plus de 40 ans et atteintes de maladies chroniques et les personnes âgées de plus de 70 ans. Il a ajouté que son département mène une course contre le temps pour immuniser les personnes les plus exposées au coronavirus. Le directeur général a, enfin, appelé à consacrer les vaccins aux franges ciblées qui ont été les plus affectées par la maladie, lors de la première vague précédente.

« Avec la grâce d'Allah, nous tablons sur la vaccination de 63 % des citoyens de plus de 18 ans », a conclu le directeur général de la Santé publique. **Au Tagant**, c'est le wali, M. Moctar Ould Hend, qui a supervisé le lancement de l'opération au Centre hospitalier de Tidjikja (CHT) en recevant le premier vaccin.

Le directeur du CHT, Dr. Mohamed El Moustapha Ould Brahim, a déclaré à l'AMI que l'opération se poursuivra dans les prochains jours afin que tous les personnels sanitaires et les personnes âgées soient vaccinés.

Dans la wilaya du **Tiris Zemmour**, le wali, M. Isselmou Ould Sidi, a donné le coup d'envoi de l'opération de vaccination contre le covid-19 en recevant la première dose.

En marge de l'opération, le correspondant de l'AMI a interrogé le DRAS (directeur régional à l'Action sanitaire) du Tiris Zemmour, Dr. Mohamed Ould Ahmed Ould Abdi, qui a précisé qu'une équipe sanitaire nationale supervise la vaccination, et que le quota du Tiris-Zemmour est de 240 vaccins.

Le **Hodh Charghi** a vu, ce lundi, le lancement de la vaccination contre le covid-19, sous la supervision du wali, M. Cheikh Ould Abdallahi Ould

Ewah. Il était parmi les premiers vaccinés, suivi des autorités administratives, du personnel soignant et des personnes âgées ou potentiellement à risque. M. Ould Ewah a déclaré à l'AMI que la vaccination se déroule dans d'excellentes conditions et qu'elle sera élargie dans les jours qui viennent aux dispensaires des moughataas. Le wali a exhorté les personnes âgées et celles vivant avec des maladies chroniques à se faire vacciner contre ce virus redoutable.

En **Adrar**, le wali, M. Hadadi M'Paly Yatera, a supervisé, lundi à Atar, le déroulement des opérations de vaccination. Il a déclaré, par la suite, à l'AMI que l'Etat est déterminé à préserver la santé des populations. Il a, encore, souligné que ce geste des pouvoirs publics est venu à point nommé. M. Yatera a également exhorté les habitants de l'Adrar à se faire vacciner pour se protéger contre le coronavirus. L'adjoint du maire d'Atar, M. Cheikh Saadbouh Malainine, a, quant à lui, salué cette opération et appelé les habitants de sa commune à en tirer profit.

Le DRAS de l'Adrar, Dr. Ba Khas-soum, a déclaré que l'opération cible, dans un premier temps, les personnes âgées et les personnes atteintes des maladies chroniques.

En **Assaba**, le wali moucaïd, wali par intérim, M. Mohamed Ould Abdallahi Ould Sidiya, a supervisé lundi, au centre hospitalier de Kiffa, le démarrage de la de vaccination.

Dans une déclaration à l'AMI, le wali par intérim a déclaré que cette campagne vise, dans sa première phase, le personnel médical et les personnes souffrant de maladies chroniques, soulignant que les vaccins utilisés sont excellents, selon les analyses.

Le démarrage de la campagne s'est déroulée en présence du hakem de Kiffa et des représentants des autorités ad-



ministratives et sécuritaires.

Au **Guidimagha**, le démarrage de l'opération de vaccination a été donné par le wali, M. Teyib Ould Mohamed Mahmoud, au Centre hospitalier de Sélibaby. Sa première phase concerne le personnel médical et les personnes souffrant de maladies chroniques. Le premier vaccin a été injecté au directeur général du centre hospitalier, Dr. Taleb Ould Salem qui a déclaré à l'AMI que toutes les dispositions ont été prises pour garantir la réussite de l'opération.

Le démarrage de la campagne s'est déroulé en présence du hakem moucaïd de Sélibaby, M. Mohamed Sadva El Alem et du directeur régional à l'Action sanitaire, Dr. Dia Amadou Demba.

Au **Brakna**, le coup d'envoi de la campagne a été donné par le wali, M. M'Rabih Rabou Ould Abidine, qui a déclaré au correspondant de l'AMI que l'opération traduit l'intérêt accordé par les pouvoirs publics à la santé des populations et matérialise les engagements du Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouiani en la matière. Il a précisé que la campagne débutera la semaine prochaine, dans les autres moughataas de la wilaya en précisant qu'elle vise les personnes atteintes de maladies chroniques et les personnes âgées de 70 ans et plus.

Le ministre des Affaires étrangères s'entretient avec l'ambassadeur d'Espagne



Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Mauritiens de l'Extérieur, M. Ismaël Ould Cheikh Ahmed, a reçu lundi, SE M. Jesus Santos Aguado, ambassadeur du Royaume

d'Espagne accrédité en Mauritanie. Au cours de l'entrevue, le ministre et le diplomate espagnol ont évoqué les relations de coopération bilatérale et les moyens de les renforcer ainsi que d'autres questions d'intérêt commun.

A l'Assemblée nationale

Discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi portant organisation de l'E.P.S



La commission de l'Orientation islamique, des Ressources humaines, des Affaires sociales et de la Culture à l'Assemblée nationale a consacré sa réunion de lundi soir sous la présidence de M. Moussa Bouh Sid'Amar, son président, à la discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'article 57 de la loi n° 2016.029 du 29 juillet 2016 qui annule et remplace la loi N° 1997. 021 -97 du 16 juillet 1997 portant organisation et développement de l'éducation

physique et sportive.

Au cours de la réunion, la commission a suivi un exposé du ministre de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, Dr. Taleb Ould Sid'Ahmed, qui a passé en revue les objectifs visés par la modification de la loi. Il a, par ailleurs, précisé que cette modification permettra la définition de la responsabilité de l'Etat et des différents acteurs et l'adaptation des infrastructures sportives aux normes internationales pour les différentes disciplines sportives.

Le wali de Nouadhibou s'informe du déroulement de l'opération ramadan

Le wali de Dakhlet-Nouadhibou, M. Yahya Ould Cheikh Mohamed Vall, a effectué, lundi matin, une visite d'information au niveau des points de vente des denrées alimentaires essentielles subventionnées durant le mois béni du ramadan.

La visite a englobé les points de vente se trouvant dans les magasins du commissariat à la Sécurité alimentaire au niveau du quartier Socogim et le point de vente de Hay Madrid.

Le wali s'est informé des conditions de déroulement de cette importante opération dont l'objectif est de permettre aux couches les plus vulnérables de s'approvisionner en denrées alimentaires essentielles à des prix abordables et de lutter contre les spéculations durant le mois du ramadan.

Le wali a exhorté au respect des mesures garantissant le déroulement de cette opération conformément au plan établi par les autorités.

De son côté, le délégué régional du commissariat à la Sécurité alimentaire au niveau de Dakhlet-Nouadhibou, M.



Aba Amar Ould Moulaye Echraf, a souligné dans une déclaration à l'AMI que cette opération a profité, jusqu'à présent, à 250 familles à Nouadhibou. Il a souligné que le coût financier de la ration allouée à une famille dans le cadre de cette opération est de 17050 MRO et qu'elle est répartie comme suit ;

- 25 kg de riz,
- 25 kg de sucre,
- 2 sacs d'oignons et de pommes de terre,
- 4 litres d'huile de cuisine,
- 2 kg de lait en poudre,
- 1 kg de dattes.

La quantité globale consacrée à cette opération au niveau de la ville de Nouadhibou dépasse les 187 tonnes de riz, de sucre, d'huile, de dattes et de lait en poudre, en plus de patates et d'oignons.

Covid-19 :

1 décès, 15 cas de guérison et 13 cas de contamination

Le ministère de la Santé a annoncé lundi soir lors de son point de presse quotidien sur la situation épidémiologique en Mauritanie, l'enregistrement au cours de 24 dernières heures, d'1 décès, de 15 cas de guérison et de 13 nouveaux cas de contamination au coronavirus. Les nouveaux cas se répartissent ainsi :

Nouadhibou : 4
Ghabou : 4
Sélibaby : 2
Dar Naïm : 1
Arafat : 1
El Mina : 1

Le ministère de la Santé a précisé que ces résultats ont été obtenus après 885 tests dont 15 de suivi.

Société civile

Les ONGs en Mauritanie, une pléthore injustifiée

Il existe aujourd'hui – du moins théoriquement- des milliers d'organisations non- gouvernementales (ongs) dans le pays. Ces organisations ou associations ont toutes reçu l'aval de l'autorité de tutelle pour exercer librement leurs activités et satisfaire leurs aspirations garanties par la Constitution. Elles forment, en général, le noyau dur de ce qu'on appelle la «Société civile» qui se définit par opposition à la société officielle comprenant les différentes composantes du pouvoir (législatif, exécutif, judiciaire).

Cette société civile qui comprend ces organisations, inclue également des personnalités indépendantes qui ont décidé de mettre leur expérience et leurs biens au service de la société agissant là où le gouvernement n'arrive pas à assurer la continuité d'un service.

Des papiers en règle, mais...

En général, toutes ces initiatives « citoyennes » disposent de papiers en bonne et due forme. Selon les thématiques des dossiers présentés à l'administration, il n'y a pas un domaine de la vie qui ne soit pris en compte par l'une de ces organisations qui prétendent détenir toutes les expertises indispensables pour traiter telle ou telle problématique. Faudrait-il comprendre que la pléthore d'organisations de la société civile constatée aujourd'hui dans le pays est la résultante du sens de civisme et d'engagement au service du citoyen dont sont doués certains Mauritaniens ? Faudrait-il également savoir que cette abondance serait aussi, pour une majorité, l'expression du sens aigu de l'affairisme et du mercantilisme ayant gagné l'esprit de bon nombre de Mauritaniens depuis des années.

Ce qui est sûr, c'est que ces organisations avaient surtout commencé à fleurir à partir des années 90 exploitant opportunément le contexte de libéralisation politique qui prévalait. Mais, pour être réellement de ONGs, ces organisations doivent considérer le récépissé en lui-même ne veut rien dire s'il n'est pas suivi par des actions concrètes sur le terrain avec des résultats probants et d'utilité publique reconnue.

Constat regrettable

La majorité de ces organisations n'existent, comme on dit, que dans le cartable de ceux qui les



ont créées.

C'est ce qui fait que très souvent, on les désigne sous le vocable d'« ong cartable » qui semble, pour bon nombre d'observateurs exprimer la réalité de nombreuses organisations.

Il s'agit ici d'un état de fait préjudiciable à la société mauritanienne en général, mais aussi à toutes les organisations de la société civile, dont l'image et la crédibilité sont sérieusement entamées.

Ce qui fausse, parfois la règle, c'est qu'il existe dans ce champ, des hommes et des femmes qui agissent en toute honnêteté et conscience, sans viser des objectifs lucratifs.

Parmi ces hommes et ces femmes, certains ont contribué, de façon significative, à l'ancre de la culture du dialogue et

de la médiation dans notre pays. Il y a également des hommes qui donnent leurs propres biens pour que des organisations, sensées être présentes sur le terrain de la bienfaisance, s'occupent de leur distribution aux nécessiteux. Mais, aujourd'hui, face à la floraison de ces organisations, ces mécènes ne savent plus à quel saint se vouer !

La ruée vers l'action non-gouvernementale

Seulement, entre 2005 et 2007, un millier d'organisations est né ! Sous quelle impulsion s'est faite cette ruée vers l'humanitaire ? Ce

pu bénéficier des retombées heureuses de l'action de ce grand nombre d'ONG engagées sur le terrain.

Ce qui est sûr, c'est que rares sont encore les ONG qui n'ont pas bénéficié de financements leur permettant de réaliser des projets destinés à aider une partie de la population auparavant ciblées par des études financées par les organismes donateurs. La destination fixée au départ n'est pas toujours respectée.

Dans tous les cas, beaucoup parmi ces organisations dégagent, parfois, un relent de malversation et de malfaisance !

Qu'est-ce qu'une organisation non gouvernementale (ONG) ?

Une Convention adoptée dans le cadre du Conseil de l'Europe en 1986 retient les critères suivants pour qualifier une institution d'ONG :

- avoir un but non lucratif d'utilité internationale ;
- avoir été créée par un acte relevant du droit interne d'une Partie ;
- exercer une activité effective dans au moins deux États ;
- avoir son siège statutaire sur le territoire d'une Partie et son siège réel sur le territoire de cette Partie ou d'une autre Partie.

Mais cette Convention n'a pour l'instant été ratifiée que par 12 États, ce qui limite nécessairement sa portée juridique.

La doctrine présente généralement les ONG comme des personnes morales de droit privé à but non lucratif créées par des acteurs privés et relevant du droit interne ; l'action de ces acteurs privés est donc indépendante des États.

Ce type d'institution se revendique souvent comme représentant la « société civile ».

Les ONG se sont principalement développées à partir de la seconde moitié du XXe siècle et sont majoritairement occidentales. Leur activité se déploie à l'échelle nationale et/ou internationale dans des domaines très divers : humanitaire (Médecins sans frontières – MSF), environnement (Greenpeace), liberté de la presse (Reporters sans frontières – RSF)...

Indépendamment de leur action sur le terrain, certaines ONG entendent participer à la régulation juridique des relations internationales en s'impliquant dans la négociation de conventions interétatiques (Statut de Rome de la Cour pénale internationale – CPI, Convention d'Ottawa...) qu'elles n'avaient pourtant pas vocation à signer, étant dépourvues de la qualité de sujets de droit international. Certaines OI vont jusqu'à leur accorder le statut d'observateur (UE, ONU...).



qui est sûr, c'est que l'intérêt matériel n'est pas absent à la motivation.

L'administration de tutelle qui est restée longtemps sans entreprendre des réformes du secteur, a récemment entrepris de mettre en place une nouvelle loi qui l'organise.

Cette loi devra remplacer les textes en vigueur depuis les années soixante du siècle dernier devenus obsolètes.

En attendant que cette réorganisation puisse atteindre le secteur, le grand perdant restera le pauvre citoyen nécessiteux et indigent qui, en situation normale, aurait

Elles sont, tout de même hermétiquement fermées devant les enquêteurs de la presse.

Pis que cela, en écoutant le discours véhiculé par ces organisations, vous constaterez qu'elles se livrent une guerre sans merci sur fond de finance. Chaque organisation voulant se faire le plus crédible aux yeux de ceux qui sont sensés fournir de l'aide ou octroyer des financements juteux. Pour avoir gain de cause, elle doit, semble-t-il, discréditer celles qui lui font implicitement la concurrence.

ELY MAGHLAH

Ramadan :

Le ftour d'une famille moyenne

Ramadan. Un mois que les musulmans du monde entier attendent chaque année comme celui de la dévotion mais aussi celui de l'abondance. Pour les musulmans, le Ramadan est le « mois saint par excellence » car il constitue le mois du jeûne où se trouve Laylat al-Qadr (la nuit du Destin).

d'exubérance dépassant les limites de ce qui est habituellement possible. Le zrig de tous les jours est abandonné pour les boissons de toutes sortes. Le tajine qu'on mangeait occasionnellement une fois par semaine devient, miraculeusement, un plat de tous les jours. Le dîner qu'on sautait parfois, quand le déjeuner avait « mangé » sur la dépense habituelle, est désormais prévu chaque soir, même si personne n'y touche !

Mais le changement d'habitudes alimentaires est au niveau de ces plats qui constituent des « à-côtés ». Des préparations étrangères aux mœurs culinaires de la plupart des mauritaniens. Gâteaux et friandises aux noms qui sonnent faux par rapport à ce qui était le quotidien d'avant Ramadan : « batbout », crêpes, « fataya » dont raffolent les enfants qui, pourtant, ne jeûnent pas mais se servent les premiers quand sonne l'heure du ftour !

En fait, durant le ramadan, les



plus forte que celle de la mère qui se voit obligée de prendre leur parti, ne serait-ce que pour « faire vivre » sa cuisine autrement durant ce mois « détourné », malencontreusement, de sa vocation première.

La préparation - ou la transformation - commence par l'achat

l'arsenal » du ramadan passé !

Mais la pression qui monte à l'approche du ramadan concerne aussi ces produits alimentaires qu'il faut mettre à disposition des femmes pour une variété de plats non habituelle. Fin du mois ou pas, le père de famille doit trouver les ressources nécessaires

(deux bidons de 20 litres), la viande à mettre dans le frigo chaque semaine. Idem pour le poisson, le poulet, les légumes et les œufs. Les pâtes, le lait, le sucre et le thé vert en quantités suffisantes mais surtout les dattes de bonne qualité.

En pensant à ces dépenses qui « mangent » facilement deux salaires, voire trois, certains pères de familles se surprennent à rêver de cette époque lointaine où le ramadan était vécu comme il devait l'être : un temps particulier de dévotion, un temps à forte dimension communautaire où le sens du partage prend sa plénitude, les plus riches donnant aux plus pauvres, notamment à la fin du mois béni (zakat el vitr). Les excès, comme toujours, sont œuvre de l'homme, pas d'une religion qui privilégie le juste milieu.

Le mois de ramadan est aussi la période de l'année où les chaînes de télévision nationales réalisent les meilleures audiences, notamment en prime time, aux alentours de l'iftar. Si le choix des programmes est crucial pour les chaînes quand elles passent des séries « faites maison », c'est parce que les recettes publicitaires grimpent à une vitesse folle pendant ce mois. Les Mauritaniens retrouvent ainsi leurs comédiens préférés dans des feuilletons qui traitent toujours de sujets ayant rapport à la famille (divorce, délinquance juvénile, criminalité, etc.), jamais à la politique ou aux questions qui fâchent. Des vaudevilles qui seront rangés dans les tiroirs, en attendant le prochain ramadan. Pour les pères de familles, c'est loin d'être un répit puisqu'on entre dans le cycle (six mois) des fêtes : id el vitr (korité), id al adha (Tabaski) et maaouloud (naissance du Prophète, PSL).

Sneiba Mohamed

Le jeûne du mois de Ramadan constitue l'un des cinq piliers de l'Islam. Au cours de ce mois, les musulmans ayant l'âge requis ne doivent pas manger, boire, fumer, ni entretenir de rapport sexuel de l'aube au coucher du Soleil. Ramadan est considéré comme le « mois de la charité » car, lorsqu'il s'achève, le fidèle doit s'acquitter d'une aumône, la zakât al-fitr. Il est aussi le mois au cours duquel de nombreux autres événements importants de l'histoire de l'islam sont commémorés.

Concernant la charité, il faut bien reconnaître qu'elle commence bien par soi, le ramadan étant le mois où toutes les familles tirent vers le haut. La famille moyenne s'exerce, durant ce mois béni, et contrairement à l'éthique islamique réprouvant le gaspillage, au train de vie de la classe d'en haut. Les pauvres trouvent l'occasion de s'essayer au mode de vie de la classe moyenne.

Ce sera un mois d'abondance, pour ne pas dire de gâchis et



femmes s'emparent, véritablement, du pouvoir. Ce que d'aucuns trouvent normal, même si on impose aux pères de familles de s'endetter pour satisfaire les caprices de la gente féminine. La pression des filles est souvent

des ustensiles qui doivent nécessairement être changés. Même s'ils sont encore de bon usage, il faut quand même le faire parce qu'ils ne sont plus de mode, et que, d'éventuels « coupeurs » risquent de remarquer que c'est «

pour jeûner convenablement. La ration habituelle est doublée, voire triplée parce qu'on va se goinfrer comme les riches, les « gens de Tervagh-Zeina. Pour les gens de l'intérieur, ce sera comme « les gens de Nouakchott » ! Au mois de ramadan, chacun se trouve une « référence ». C'est comme ça. Et il faut le faire.

Les caprices des femmes, les soucis des hommes

A l'approche du mois de ramadan, les pères de familles se trouvent subitement assiégés par les soucis. Sur les six prochains mois, ils n'auront plus de répit. Des problèmes à revendre. Des dépenses à un rythme insoutenable. Le mois de Ramadan, la ration alimentaire compte pour deux. Un sac de de riz, même si cet aliment n'est pas fréquent durant le mois de ramadan, une double ration d'huile alimentaire



Les mille et une vertus du jeûne

De nombreux scientifiques, nutritionnistes et diététiciens se penchent sur la question du jeûne et de ses vertus. Au-delà du phénomène, quelles sont les dernières découvertes? Quelles en sont les retombées sociales, culturelles et médicales? Les raisons du jeûne varient d'une personne à l'autre. Cependant, quelle que soit la motivation du jeûne, l'idée de «purification» semble être le dénominateur commun. Se purifier des pollutions de la vie quotidienne et de la surabondance de nourriture en éliminant les toxines liées à la suralimentation, retrouver la ligne, rester jeune et en bonne santé, évacuer son stress... semblent être les fers de lance de cette nouvelle forme de «relaxothérapie». Le vrai jeûne est un arrêt complet de l'alimentation jusqu'au retour de la faim physiologique (qui n'apparaît réellement qu'en fin de journée).

frais, et en faisant d'autres jeûnes de façon régulière», rapporte Sophie Lacoste, diététicienne-spécialiste, qui établit quelques règles pour cette reprise: des ingrédients de qualité, des crudités en abondance, une cuisson à la vapeur douce, ne pas trop saler ni trop sucrer, et bien choisir ses céréales. Il faudra en outre boire beaucoup, et surtout avant les repas (1/2 litre d'eau au minimum).

L'auteur part du principe que nous mangeons trop et que le jeûne permet à l'organisme de se reposer pour se purifier. Il est alors nettoyé des vieilles cellules, des graisses, des déchets et des toxines qui l'encombrent.

Le jeûne n'a rien à voir avec l'anorexie, qui est une maladie.

Il n'est pas dangereux, il est accessible à tous (sauf dans quelques cas pathologiques), car nous avons des réserves pour tenir sans problème des semaines durant. Entre autres exemples de réserves naturelles, citons le cas du foie qui peut fournir de grandes quantités de glycogène, excellent combustible, sous forme de corps cétoniques ou encore le sang et la lymphe qui véhiculent de nombreuses substances nutritives, la moelle osseuse renferme des trésors nutritifs... plusieurs kilos de graisses (même chez les personnes minces) sont stockés pour faire face aux disettes.

«L'organisme puise avant tout dans ses réserves de graisses».

Pour prouver l'efficacité du jeûne et son innocuité, des spécialistes de la nutrition avancent plusieurs arguments qui relèvent surtout

Nettoyé des déchets et des toxines. Il faut réformer ses habitudes alimentaires, notamment en mangeant plus de fruits et de légumes



d'observations: les centenaires ont en commun d'avoir traversé de longues périodes de frugalité (guerres, disettes, restrictions ali-

mentaires...), la première réaction d'un animal malade est de «jeûner pour laisser son organisme utiliser

toutes ses forces dans la bataille pour la guérison». «La maladie nous coupe l'appétit, écoutons notre organisme! Pas-

sons-nous de nourriture le temps du rétablissement. Il n'en sera que plus rapide»,

comme le rapporte Sophie Lacoste.

L'idée selon laquelle il faudrait «repandre des forces» pour guérir est fautive.

En conclusion, le jeûne n'est qu'une première étape pour se «décrasser», avant de réformer ses habitudes alimentaires.

Les diététiciens revendiquent une approche pragmatique et scientifique du jeûne.

Elle tente ainsi de contrer les détracteurs du jeûne.

Il ne faut pas non plus occulter les désagréments du jeûne: maux divers sur le moment, dérèglement du cycle digestif, menstruel, hormonal... Sylvie Lacoste insiste cependant sur le fait que ces inconvénients sont passagers et énumère les bienfaits du jeûne qui paraissent sans fin! Le jeûne rajeunirait la peau, fortifierait les dents, le cœur, lutterait contre les pathologies «métaboliques» (excès de cholestérol, triglycérides, diabète gras...), soulagerait l'estomac, cicatrifierait les fractures, renforcerait les cheveux, clarifierait l'esprit, améliorerait la forme physique et intellectuelle, apaiserait, aiguiserait les sens, accroîtrait la résistance aux maladies, chasserait les infections, renforcerait l'optimisme... Marc Menant, nutritionniste-diététicien, rapporte même qu'un certain nombre de guérisons spontanées de cancers ont été liées à l'incapacité des malades de se nourrir, autrement dit, ils ont été condamnés à «un jeûne forcé».

Des témoignages de particuliers attestent en effet de guérisons spectaculaires grâce au jeûne, notamment dans les maladies suivantes: cataracte, maladies cardiovasculaires, obésité, digestion difficile, fatigue intellectuelle, nervosité, épilepsie, malaudition, syphilis, acné, arthrite, maux de tête, asthme et bronchite chronique... Rappelons toutefois qu'il y a des précautions à prendre pour jeûner dans de bonnes conditions et qu'un suivi médical est conseillé, notamment lorsqu'on est âgé, pour ne pas basculer dans la dénutrition ou la déshydratation.

Source: l'Economiste



5 conseils pour un bon ramadan

Le ramadan pour les musulmans impose le jeûne de l'aube au coucher du soleil durant un mois. Bio à la Une vous livre ses conseils pour passer un bon ramadan.

S'hydrater.

Comme il n'est pas autorisé de boire durant la journée, il s'agira d'apporter à son organisme les 1,5 litres d'eau dont il a besoin quotidiennement durant la nuit. Pour cela, il vous faudra donc boire beaucoup. De l'eau bien sûr, sous toutes ses formes, et ce dès que le jeûne est levé. Le thé vert aromatisé à la menthe bio issu du commerce équitable désaltère et rafraîchit après une journée très chaude.

Manger léger

Bien que le jeûne soit imposé de l'aube au coucher du soleil, il est important de conserver un rythme de trois repas: l'un avant le lever du soleil (suhur), l'un au coucher du soleil (iftar) et un troisième repas trois heures plus tard, au milieu de la nuit. Avant l'aurore, consommez des glucides complexes (appelés aussi sucres lents) comme la semoule qui vous apportera l'énergie nécessaire pour la journée, ainsi que des fruits bio. Ceux-ci sont à consommer sans modération pour leur apport en eau qui permettra à l'organisme de se maintenir hydraté toute la journée. D'autre part, les vertus antioxydantes des fruits s'inscrivent parfaitement dans la démarche détox du ramadan: un esprit purifié dans un corps purifié. On privilégiera les abricots et les dattes bio. Il est conseillé de consommer des protéines (œufs, fromages, yaourts, noix...) ainsi que des fibres (fruits, légumes, graines complètes), qui couperont la faim sur une longue période.

Bien que le repas du soir soit souvent festif, il ne s'agit pas de se jeter sur des plats gras ou sucrés une fois le jeûne levé. Exit les briwates au miel! En effet, un repas trop copieux perturbera votre organisme et votre sommeil. Pour couper la sensation de faim sans trop consommer de sucre, la diététicienne Charlotte Debeugny conseille de manger des dattes ou des amandes et d'éviter les pâtisseries trop sucrées.

Commencez donc l'iftar par une soupe de légumes qui vous hydratera et

vous apportera les vitamines et les sels minéraux dont votre corps a besoin. Les fibres contenues dans les légumes réguleront votre appétit et vous éviteront de vous rattraper sur les plats suivants.

Faire la sieste

En cette période, les journées sont assez longues. Aussi, le temps de sommeil déjà considérablement restreint va en prendre un coup. Tâchez de vous reposer dès que cela est possible. Levez-vous plus tard le matin puisque vous n'avez pas de petit-déjeuner à prendre. La pause-déjeuner, inutile en période de ramadan, peut être consacrée à la sieste. Lorsque vous rentrez du travail, le temps avant le crépuscule peut également être l'occasion de se reposer un peu avant le repas.

Lutter contre la chaleur

Bien que le temps soit assez changeant ces derniers jours les températures peuvent parfois être élevées. Lors des journées chaudes, le noir attirant les rayons du soleil, optez pour des vêtements clairs, amples et en matières naturelles afin de limiter la sudation et donc la perte en eau. Les tuniques seront donc choisies en coton bio issu du commerce équitable, ou encore en lin, en chanvre.

Privilégiez les pièces fraîches ou climatisées, les extérieurs ombragés. Surtout ne vous exposez pas au soleil.

Limiter les efforts

Le sport est fortement déconseillé pendant le ramadan. En effet, l'activité physique engendre une perte en eau et une perte énergétique. La perte en eau ne peut pas être compensée avant le coucher du soleil, entraînant un risque de déshydratation potentiellement dangereux tandis que la perte énergétique peut entraîner une hypoglycémie se traduisant par des malaises.

Si vous devez vous déplacer, optez pour le vélo qui demande moins d'efforts que la marche à pied et surtout roulez à l'ombre.

Agrobusiness :

Un avenir prospère pour l'Afrique

Malgré le potentiel agricole de l'Afrique et sa croissance économique de l'ordre de cinq pour cent en moyenne sur les dernières années, son mode de croissance ne semble pas être durable à moyen et long termes. La croissance du PIB -essentiellement fondée sur les exportations de pétrole, de minéraux et de produits de base agricoles- impliquant peu ou pas de transformation, n'a pas conduit à une réduction soutenue de la pauvreté. D'où la nécessité d'emprunter une trajectoire alternative valorisant les ressources naturelles et utilisant des procédés de production innovants afin d'accélérer une croissance et un développement durables.

Cela pourrait passer par l'agrobusiness dont l'importance dans la création de richesse en Afrique a été largement reconnue au cours des dernières années. La mise en œuvre d'un processus de transformation rurale semble nécessaire pour accroître la valeur économique des produits de base agricoles et créer des perspectives d'emploi non agricole dans des domaines tels que la transformation après récolte, la logistique, la finance, la commercialisation et la gestion de la qualité.

Un espace économique mondial changeant

La forte croissance économique enregistrée par l'Afrique ces dix dernières années reste satisfaisante et enviable. Les revenus par tête dans certaines régions notamment en Afrique subsaharienne ont en effet multiplié par un facteur de 2,5 au cours des huit années. Cependant, la région reste plongée dans la pauvreté et compte 33 des 48 pays les moins avancés (PMA) du monde. L'investissement orienté principalement vers le pétrole et les minéraux entraîne une surexploitation des ressources ainsi qu'une surévaluation de la monnaie. Moins de 40% du produit agricole produit sur le continent est transformé, bien que l'agro-transformation compte pour 70% de la valeur ajoutée de l'industrie agroalimentaire et pour près de 50% du total des exportations dans les PMA.[1] Ces insuffisances dans la structure de transformation pourraient toutefois apparaître comme les opportunités de demain. En apportant de la valeur ajoutée aux produits de base agricole, l'Afrique générera des emplois et rehaussera les revenus ruraux, et aussi réduira les pertes post-récolte et la volatilité des prix. En outre cela contribuera à stimuler la croissance dans d'autres secteurs, et à élargir les marchés intérieurs et le commerce extérieur -autant de facteurs qui contribueront à l'amélioration de la sécurité alimentaire.

L'agrobusiness pour la prospé-



rité de l'Afrique

La voie à suivre pour engranger ces avantages passe par une transformation profonde des zones rurales africaines qui doivent réorganiser et transformer les exploitations familiales en des entreprises agricoles modernes. Dans sa publication de 2011 intitulée *Agribusiness for Africa's Prosperity*,[2] l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) encourage une telle approche, et élabore une stratégie qui repose sur sept piliers. A savoir : l'accroissement de la productivité agricole ; la mise à niveau des chaînes de valeur ; l'exploitation de la demande locale, régionale et internationale ; le renforcement des efforts technologiques et des capacités d'innovation ; la promotion du financement effectif et innovant ; l'encouragement de la participation du secteur privé ; et l'amélioration des infrastructures et de l'accès à l'énergie. La stratégie peut toutefois varier en fonction du produit visé selon des études de cas sur des chaînes de valeur de l'agrobusiness africain[3]. Celles africaines peinent toujours à positionner dans les chaînes globales en dépit du potentiel dont elles disposent et des opportunités présentes sur le marché. Les entreprises locales du continent plutôt que de s'insérer dans le marché, jouent le rôle de distributeurs des produits de marque mondiaux. Tout cela n'est pas sans conséquences sur les pays importateurs de produits alimentaires d'Afrique qui continuent de subir de plein fouet la hausse des prix de denrées de base.

Dans ce contexte, les marchés régionaux sont des opportunités pour l'agrobusiness. L'intégration des chaînes de valeur pourrait créer des possibilités pour les petits exploitants agricoles de rehausser leurs revenus de 10 à 100% selon certaines études. Cela impliquerait de la part des pays africains une réduction des obstacles tarifaires et non-tarifaires qui entravent le commerce des produits sur le continent. La di-

versification des partenaires économiques et commerciaux tout comme la mise en place d'un environnement propice aux affaires est également requise et ce, pour attirer les investissements directs étrangers et la participation privée à l'agrobusiness. Avec comme avantages liés entre autres à la compétitivité la promotion du développement du secteur privé à travers l'investissement ; un accroissement de l'efficacité et de la productivité des entreprises locales ; et un encouragement à l'entrepreneuriat par la suppression des contraintes juridiques, financières et structurelles. Enfin, un leadership fort est plus que jamais nécessaire pour mettre en œuvre des politiques qui promeuvent l'ouverture, la stabilité macroéconomique.

L'agrobusiness doit aller 'au-delà des frontières'

En étroite partenariat avec l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'ONUDI a tenu une série de consultations internationales sur l'agrobusiness comme moyen d'aborder les questions de sécurité alimentaire et de réduction durable de la pauvreté dans les pays à faible revenu. Dans son étude intitulée « African Agribusiness and Agro-industries Development Initiative ou 3ADI » l'ONUDI estime que l'expansion du secteur suppose une convergence d'initiatives indépendantes allant des petits exploitants agricoles aux grandes entreprises d'agrobusiness en passant par les transformateurs, les négociants, les fournisseurs de logistiques, l'assurance de la qualité, les services de finance, etc., et appelle également à un accroissement de l'investissement étranger et du commerce extérieur. Des opérations conjointes sont actuellement en cours dans 12 pays soit, Afghanistan, Comores, République démocratique du Congo, Ghana, Haïti, Liberia, Madagascar, Nigeria, Rwanda, Sierra Leone, Soudan et Tanzanie - où un à deux produits agricoles clés sont choisis par les autorités locales, en conformité

avec les stratégies nationales. Chaque produit sert de base à une analyse détaillée des chaînes de valeur.

Lier les petits exploitants agricoles aux grandes sociétés d'agrobusiness

Dans une chaîne de valeur type de l'agrobusiness, les matières premières et les autres intrants circulent de la pré-production à la transformation puis vers le marché final. Une mobilisation coordonnée des ressources est nécessaire pour améliorer la productivité des ressources naturelles et des facteurs de production que sont les terres, le travail et la technologie. Ceci appelle un renforcement de compétences et du savoir-faire dans des domaines notamment la gestion des risques, la commercialisation, le contrôle-qualité, la maîtrise de nouvelles technologies -telles que les machines de traitement, les équipements de préparation des sols et les techniques d'irrigation et l'utilisation des semences et engrais- résistants adaptés aux effets du changement climatique.

La plupart de ces ressources sont actuellement détenues par le secteur privé qui, tenté par le potentiel de l'agrobusiness dans les pays en développement, et en particulier, les pays à faible revenu de l'Afrique, ne cesse de manifester son intérêt d'investir dans ce secteur. Le volume de l'investissement fixe privé était trois fois plus élevé que celui de l'aide publique au développement (APD) en 2008.

L'investissement du secteur privé tout comme l'aide au développement orienté vers l'agriculture pourrait contribuer au développement de ce secteur par l'amélioration de la productivité et de la qualité tout en facilitant la gestion des chaînes d'offre par l'introduction de mécanismes de traçabilité.

Redresser la situation de l'or blanc au Ghana

Au Ghana, le début des années 2000 fut une période noire pour la production cotonnière. La situation

s'empira en 2010. Sous l'influence combinée de prix mondiaux défavorables et des faiblesses structurelles, la production de coton fut au point mort entraînant alors une recrudescence de la pauvreté.

Attiré par les prix internationaux très élevés et inspiré par la réussite du secteur du coton du Burkina Faso voisin, le Ghana a alors divisé la région de production en trois zones et se s'assura du soutien de grandes sociétés d'agrobusiness pour accroître les superficies cultivées de 5.000 à 50.000 hectares.

Une mission conjointe Banque mondiale/ONUDI s'est rendue sur place début 2011 et a recommandé une gamme complète d'interventions en vue d'étendre la chaîne de valeur. Ces mesures visent premièrement à accroître la production nationale pour répondre à une demande croissante des entreprises de transformation chinoises ou égyptiennes et ainsi renforcer la position ghanéenne dans le commerce extérieur. En outre, cette opération cherche à créer des emplois et les revenus ruraux.

La solution de cette mission conjointe passe par une mécanisation accrue, une réforme du rôle public dans l'industrie ainsi que des réglementations et mécanismes de fixation des prix acceptables pour toutes les parties prenantes.

Des financements substantiels et bien coordonnés, seront - entre autres - nécessaires pour engager l'agriculture dans une voie plus productive et plus efficiente. Parmi les principaux acteurs de cette transformation figurent les agriculteurs et les négociants mais aussi, les fournisseurs d'engrais, de pesticides et de semences ainsi que les entreprises rurales de services énergétiques, les transporteurs et les fabricants et finalement les fournisseurs de technologie et de financements ruraux. Les gouvernements nationaux et les institutions de financement du développement doivent concentrer leurs efforts par la mise en place de politiques économiques et infrastructurelles claires et prévisibles.

Populations côtières et changement climatique

Un rapport qui vient de paraître montre que ces communautés pauvres des villes du littoral et des îles de faible altitude sont parmi les plus vulnérables du monde face au changement climatique. Et que ce sont aussi les moins à même de mobiliser des moyens pour s'adapter.

Un nouveau rapport sur le climat évalue l'impact d'une hausse de la température de 2 à 4 °C en Afrique, Asie du Sud et Asie du Sud-Est.

Ce document décrit les risques liés à l'agriculture et aux moyens de subsistance en Afrique subsaharienne et à la fluctuation des ressources en eau en Asie du Sud, ainsi que les effets dévastateurs qu'aurait l'élévation du niveau de la mer sur les récifs coralliens en Asie du Sud-Est.

Le rapport insiste sur le fait que les populations les plus pauvres seront les plus vulnérables face au changement climatique.

Avec le développement des villes côtières en Afrique et en Asie, les plus pauvres de leurs résidents sont pour la plupart rejetés aux confins des zones habitables, là où les conséquences du changement climatique entraînent les plus grands dangers. Accrochées dans des baraquements de fortune sur les berges des cours d'eau ou entassées dans des zones situées à peine plus haut que le niveau de la mer, mal drainées et mal desservies par les services publics, ces populations sont totalement exposées aux assauts des tempêtes, à la montée des eaux et aux crues.

Un rapport qui vient de paraître montre que ces communautés pauvres des villes du littoral et des îles de faible altitude sont parmi les plus vulnérables du monde face au changement climatique. Et que ce sont aussi les moins à même de mobiliser des moyens pour s'adapter. Elles vivent dans un environnement où, d'ici 30 ans, le dérèglement climatique exercera une menace croissante sur la production vivrière en Afrique subsaharienne et sur les terres agricoles et les ressources hydriques des pays d'Asie du Sud et du Sud-Est. Sans oublier les phénomènes météorologiques extrêmes qui mettent leurs vies et leurs habitations en danger.

Ce nouveau rapport scientifique, commandé par la Banque mondiale et publié le 19 juin, analyse les menaces qui pèsent sur les habitants de ces trois régions excessivement vulnérables et sur leurs moyens de subsistance. Intitulé « Baissons la chaleur : phénomènes climatiques extrêmes, impacts régionaux et plai-

doyer en faveur de l'adaptation », ce rapport pose un nouveau jalon dans les discussions sur le climat en venant compléter les conclusions d'un précédent rapport de la Banque mondiale paru en 2012.

Ce premier volume avait alerté sur la menace d'une élévation moyenne des températures de 4 °C à la fin du siècle (par rapport aux niveaux de la période préindustrielle) en l'absence d'une stratégie et d'une action vigoureuses d'atténuation.

Un petit chiffre pour un grand choc

Aux quatre coins du globe, on ressent déjà l'impact du changement climatique alors même que la température n'a augmenté que de 0,8 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Beaucoup d'entre nous connaissons peut-être les conséquences plus redoutables d'un réchauffement de 2 °C — d'ici 20 à 30 ans — sachant que, si nous ne faisons rien, c'est de 4 °C que la température augmentera d'ici la fin du siècle.

Le rapport détaille, degré par degré, les effets du réchauffement dans les trois régions analysées et les dégâts que cela peut provoquer en termes de production agricole, pour les habitants des villes côtières et sur les ressources hydriques.

« Les scientifiques nous disent qu'avec de 2 degrés de plus (un scénario qui risque de se concrétiser d'ici 20 à 30 ans), le monde connaîtra des pénuries alimentaires généralisées, des vagues de chaleur sans précédent et des cyclones plus intenses », résume Jim Yong Kim, président du Groupe de la Banque mondiale. « À plus court terme, le changement climatique, un phénomène qui nous menace déjà, pourrait accroître encore la misère des pauvres des bidonvilles et ruiner la vie et les rêves de personnes et de familles qui n'ont guère de responsabilité dans le réchauffement planétaire ».

Le rapport, qui a mobilisé les compétences scientifiques du Potsdam Institute for Climate Impact Research (a) et de Climate Analytics (a), s'appuie sur des simulations informatiques sophistiquées afin de dresser un tableau précis des fragilités de chaque région. Il décrit les menaces pesant sur l'agriculture et les moyens de subsistance en Afrique subsaharienne, l'élévation du niveau des océans, la disparition des récifs coralliens et les ravages probables dans les zones côtières d'Asie du Sud-Est et, dans le cas de l'Asie du Sud, la variabilité croissante des ressources hydriques, avec des inondations dans certaines régions et des pénuries d'eau et d'énergie ailleurs.

« Ce deuxième volume insiste à juste titre sur la nécessité de mobiliser la communauté internationale autour des mesures à prendre pour contenir le réchauffement à 2 °C », indique Rachel Kyte, vice-présidente de la Banque mondiale pour le développement durable. « La Banque mondiale a déjà commencé à mettre en pratique ses travaux, en aidant toujours davantage les populations dont la vie est particulièrement affectée par des phénomènes



météorologiques extrêmes ».

« Les scientifiques nous disent qu'avec de 2 degrés de plus (scénario qui risque de se concrétiser d'ici 20-30 ans), le monde connaîtra des pénuries alimentaires généralisées, des vagues de chaleur sans précédent et des cyclones plus intenses. »

Afrique subsaharienne

En Afrique subsaharienne, les chercheurs ont identifié la question de la sécurité alimentaire comme le défi suprême, en raison des risques de sécheresse et d'inondation et sous l'effet de la modification des régimes de précipitations.

Avec un réchauffement de 1,5 à 2 °C, sécheresse et aridité rendront entre 40 et 80 % des terres agricoles impropres à la culture du maïs, du millet et du sorgho à l'horizon 2030-2040.

Avec 4 degrés supplémentaires, à l'horizon des années 2080, les précipitations annuelles pourraient diminuer jusqu'à 30 % en Afrique australe tandis que l'est du continent risque de connaître, selon de multiples études, un phénomène inverse. Le niveau de dioxyde de carbone augmentant, les écosystèmes pastoraux se modifient (des prairies qui deviennent des savanes boisées par exemple), ce qui risque de réduire la disponibilité de fourrages pour le bétail.

Asie du Sud-Est

En Asie du Sud-Est, les villes côtières sont soumises à un stress immense à cause du changement climatique.

Une élévation du niveau des océans de 30 centimètres, attendue dès 2040 si rien n'est fait, provoquerait des inondations importantes dans les villes et gorgerait de sel les champs situés en contrebas, qui deviendraient ainsi impropres à la culture. Dans un pays gros producteur de riz comme le Viet Nam, ce phénomène menace sérieusement le delta du Mékong : une élévation du niveau de la mer de 30 centimètres entraînerait une perte de production d'environ 11 %. Dans le même temps, les tempêtes devraient doubler d'intensité.

Le rapport montre aussi comment l'acidification des océans décime les

récifs coralliens dont la triple fonction — servir d'habitat aux poissons, protéger les côtes contre les tempêtes et assurer des recettes touristiques — est ainsi menacée.

Le rapport prévient aussi du risque de réduction des prises en mer dans le sud des Philippines, en raison du réchauffement de l'eau et de la destruction des biotopes.

Asie du Sud

En Asie du Sud, le changement climatique se manifeste avant tout par des pénuries d'eau dans certaines régions et par des excédents dans d'autres, d'après les chercheurs.

Moussons erratiques et vagues de chaleur sans précédent auront des répercussions sur les cultures. Avec le recul des glaciers himalayens, le débit de fleuves comme l'Indus, le Gange et le Brahmapoutre sera en perte de vitesse, ce qui pourrait priver des centaines de millions d'habitants de sources suffisantes d'eau et de nourriture et d'un accès fiable à l'énergie.

Le Bangladesh et les villes indiennes de Calcutta et de Bombay subiront la recrudescence des inondations, l'intensification des cyclones, l'élévation du niveau de la mer et le réchauffement des températures.

Ce que fait la Banque mondiale

Pendant sa première année à la présidence de la Banque mondiale, Jim Yong Kim s'est employé à placer le changement climatique au cœur de ses allocutions et de ses échanges avec les responsables du monde entier. Il en a aussi fait un axe majeur des travaux de l'institution.

La Banque mondiale collabore aujourd'hui avec 130 pays sur cette question. Elle a doublé son portefeuille de prêts en faveur de mesures d'adaptation, à 4,6 milliards de dollars, et a alloué 7,1 milliards de dollars aux mesures d'atténuation. Parallèlement, elle développe la finance carbone et travaille avec les Fonds d'investissement climatiques (CIF). Enfin, le changement climatique fait désormais partie intégrante de toutes les évaluations pays.

La Banque mondiale élabore par ailleurs un Plan d'action pour la gestion du climat, qui s'appuie sur les conclusions des rapports « Baissons

la chaleur », afin de placer le climat dans la ligne de mire de ses futurs travaux et financements. Parmi les dispositions envisagées, elle entend :

- aider les pays à concevoir des plans stratégiques et des projets d'investissement qui intègrent les risques et les opportunités liés au changement climatique ;

- fournir les instruments dont les pays et les villes ont besoin pour mieux évaluer le changement climatique et s'y adapter, à travers notamment un suivi des émissions de gaz à effets de serre, des évaluations de l'utilisation et de l'efficacité énergétique et des appréciations du degré de résilience ;
- tirer de ses projets des normes et des meilleures pratiques pour améliorer la résistance des infrastructures dans l'immédiat et pour les générations à venir ;

- utiliser sa faculté de rassemblement, son pouvoir de levier financier et ses fonds dédiés au climat pour augmenter l'appui aux énergies propres, au développement sobre en carbone et à la résilience climatique. Pour pouvoir aider les pays à mieux se prémunir contre les assauts du climat, la Banque mondiale va devoir mettre l'accent sur les régions les plus vulnérables, gérer la disponibilité des ressources hydriques et les phénomènes extrêmes et redoubler d'efforts pour satisfaire une demande alimentaire croissante. Elle interviendra aux côtés des pays responsables des plus fortes émissions, afin d'atténuer leurs rejets de CO₂ et de polluants à courte durée de vie. Ses experts réfléchissent à des solutions pour aider les gouvernements à éliminer les subventions aux combustibles fossiles sans mettre en péril la survie des pauvres, pour créer des liens entre les marchés du carbone et pour rendre l'agriculture et les villes « climato-intelligentes » et résilientes.

Si ce nouveau rapport scientifique décrit avec précision les répercussions que pourraient avoir le réchauffement climatique sur les pauvres, celles-ci ne sont pas « inéluctables » selon Jim Yong Kim, qui se dit « déterminé à travailler avec les pays à la recherche de solutions ».

Le mécanisme moléculaire responsable du développement de la maladie de Charcot dévoilé

Des chercheurs du laboratoire Architecture et réactivité de l'ARN, en collaboration avec des chercheurs de l'université Harvard (USA), ont élucidé les mécanismes moléculaires qui gouvernent la synthèse aberrante de longues chaînes de polydipeptides dans les cerveaux de patients atteints de Sclérose Latérale Amyotrophique ou maladie de Charcot. Ces résultats ont été publiés le 11 janvier 2018 dans la revue Nature Communications.

La maladie de Charcot, également appelée Sclérose Latérale Amyotrophique (SLA), a récemment été mise sur le devant de la scène médiatique française par le décès au cours de l'été 2017 de l'ex-tennisman professionnel Jérôme Golmard. Cette pathologie, généralement fatale et incurable, est caractérisée par la neuro-dégénérescence des motoneurons entraînant une paralysie progressive des muscles. Le désormais célèbre « Ice Bucket Challenge » (défi du seau d'eau glacée), dont la pratique a été largement relayée par les réseaux sociaux, a permis de récolter des fonds dédiés à la recherche sur la SLA. Grâce à ce défi, d'importants moyens financiers ont été mis à la disposition des chercheurs pour leurs travaux sur cette pathologie. Cependant, malgré de nombreuses études, les mécanismes moléculaires mis en jeu au cours du développement de cette maladie demeuraient inconnus.

Les chercheurs ont percé ce mystère en décortiquant pour la première fois le mécanisme moléculaire responsable du développement de la maladie de Charcot. Dans toute cellule, les protéines sont synthétisées par une machinerie macromoléculaire complexe appelée ribosome. Les chercheurs ont montré que des séquences, répétées anormalement un grand nombre de fois dans le gène C9orf72 chez les patients, attirent de manière aberrante le ribosome qui se met alors à traduire ces séquences répétitives en polydipeptides. Ces études ont permis en particulier de localiser précisément le site de démarrage de la traduction et également de démontrer qu'un décalage du cadre de lecture (« frameshift ») est nécessaire au cours de la synthèse des polydipeptides par le ribosome. Ces polydipeptides sont hautement toxiques pour la cellule parce que leur accumulation dans les motoneurons entraîne leur agrégation qui provoque la mort cellulaire. Ces travaux permettent de mieux comprendre les mécanismes moléculaires qui aboutissent à la synthèse et l'accumulation de ces polydipeptides dans les motoneurons des patients. Ils ouvrent de nouvelles perspectives de traitements thérapeutiques visant à bloquer cette synthèse protéique aberrante.

Il est important de noter que d'autres maladies neuro-dégénératives (Ataxie, Maladie de Huntington, syndrome du l'X fragile etc...), également liées à l'apparition de séquences répétées, semblent suivre les mêmes règles moléculaires. De ce fait, cette découverte constitue une étape majeure pour l'amélioration de la santé humaine dans la lutte contre ces maladies.

La sismologie cellulaire est née
Une équipe de chercheurs a mis au point une technique unique permettant de cartographier à l'échelle de la milliseconde l'élasticité des composantes à l'intérieur d'une cellule. Des chercheurs ont mis au point une méthode révolutionnaire pour observer en direct les mouvements et forces en présence dans des ovules de souris.

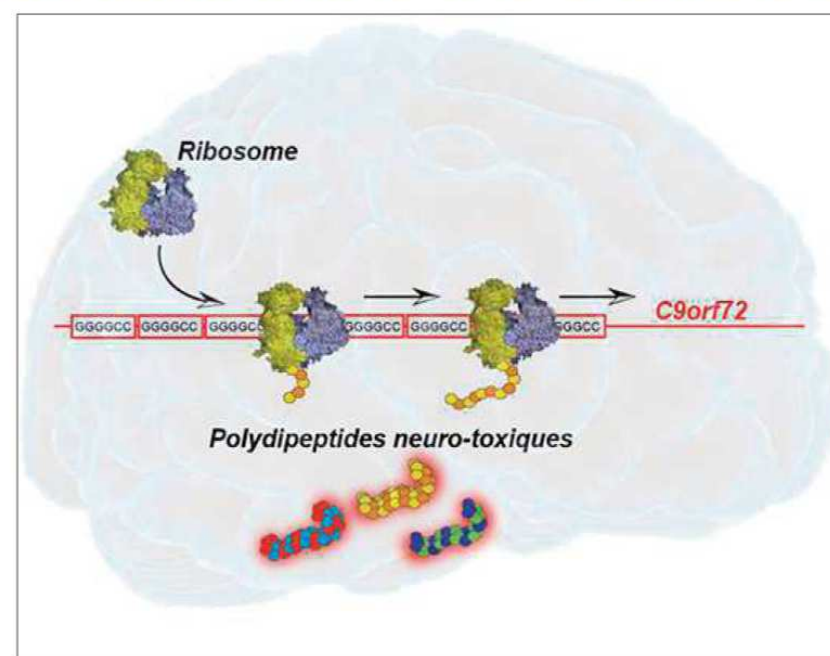
Les cellules tremblent. Un peu comme pour notre planète Terre, dont les vibrations sont utilisées par les sismologues pour caractériser sa structure profonde, des scientifiques ont découvert un moyen de se servir des vibrations à l'intérieur des cellules pour déterminer leurs propriétés mécaniques.

La sismologie cellulaire est née. «Nous avons mis au point une technique unique pour cartographier à l'échelle de la milliseconde l'élasticité des composantes à l'intérieur d'une cellule. Cela ouvre un tout nouveau champ de recherche en mécanobiologie, pour étudier la dynamique des mouvements dans les cellules et comprendre l'effet de ces forces sur les maladies et les traitements», indique Guy Cloutier, chercheur au Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CRCHUM) et professeur à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal.

Cette technologie, appelée «élastographie de tremblement des cellules», est présentée dans un article publié aujourd'hui dans *Proceedings of the National Academy of Sciences*.

L'élasticité est une propriété cellulaire fondamentale liée à l'anatomie, la fonctionnalité et l'état pathologique des cellules et des tissus. Une tumeur cancéreuse devient rigide. L'athérosclérose et l'anévrisme vasculaire débutent par une perte d'élasticité des cellules et des artères. Les cellules endothéliales libèrent des transmetteurs qui provoquent une vasoconstriction ou une vasodilatation des vaisseaux sanguins selon les conditions mécaniques de cisaillement associées à l'écoulement et à la géométrie du vaisseau.

«Jusqu'à maintenant, on arrivait difficilement à mesurer les transformations mécaniques qui surviennent en continu dans les cellules. Les techniques actuelles, basées sur la déformation cellulaire, par microscopie à force atomique ou la diffusion de Brillouin, peuvent prendre plusieurs dizaines de minutes pour donner une mesure d'élasticité. Pour certaines applications, c'est beaucoup trop lent parce qu'il peut se passer des milliers d'événements dans une cellule comme des transferts d'ions, des



stimulations neuronales, la mort cellulaire.

Ces phénomènes pourraient être plus faciles à suivre, et la nouvelle technologie d'imagerie conçue ici est capable de mesurer très rapidement les propriétés mécaniques de la cellule», explique Pol Grasland-Mongrain, postdoctorant dans le laboratoire de Guy Cloutier et premier auteur de l'étude.

Avec un appareillage simple comprenant un microscope standard, des micropipettes et une caméra à haute vitesse, les chercheurs ont imaginé une méthode révolutionnaire pour observer en direct les mouvements et forces en présence dans des ovules de souris. Greg FitzHarris, chercheur au CRCHUM et professeur à l'Université de Montréal qui a collaboré à ce projet, mentionne que «cette nouvelle modalité d'imagerie cellulaire pourra permettre l'étude de nouveaux mécanismes associés à la division cellulaire lors de la formation d'embryons».

«Au début, on n'avait aucune idée du niveau de résolution spatiale qu'on pouvait espérer, d'où l'idée d'utiliser des ovules de souris. Ce sont de grosses cellules d'environ 80 microns de diamètre, elles sont donc plus faciles à visualiser. Dans nos expériences, nous avons pu relever des vibrations mécaniques dans la cellule de moins d'un millième de seconde grâce à la caméra employée, capable d'enregistrer 200 000 images par seconde», dit Guy Cloutier. À titre de comparaison, un film au cinéma comporte habituellement 25 images par seconde.

Les images obtenues permettent de mesurer ces vibrations à l'aide d'algorithmes de suivi de mouvement. Mais comment reconstruire une cartographie d'élasticité intracellulaire à partir de ces vibrations? En recourant à une technique de corrélation de bruit, une approche élaborée par les sismologues lorsqu'ils mesurent les vibrations produites par les tremblements de terre pour déterminer la composition des roches souterraines. «Nous avons utilisé ce même principe pour explorer l'intérieur de la cellule du point de vue mécanique, en appliquant l'élastographie par ondes de cisaillement à l'échelle micrométrique. On envoie une onde dans la cellule, et la vitesse est proportionnelle à l'élasticité des composantes qu'elle rencontre, comme le cytoplasme, le noyau ou les autres

composantes de la cellule.

On mesure l'élasticité en évaluant la vitesse des vibrations dans le temps et dans l'espace», fait valoir Stefan Catheline, physicien à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale et chercheur à l'Université de Lyon.

Pol Grasland-Mongrain raconte comment il a procédé pour effectuer ses observations. «À l'aide d'une micropipette, nous avons provoqué des vibrations haute fréquence, soit 15 000 cycles par seconde, dans des ovules vivants de souris.

À partir des images obtenues par la caméra, nous avons mesuré les vibrations dans la cellule en utilisant un algorithme de flux optique conçu initialement pour des applications en ultrasons. Ensuite, l'algorithme de corrélation de bruit nous a permis de cartographier l'élasticité de la cellule entière.

Ainsi, dans cette étude, nous avons notamment pu montrer une diminution significative de l'élasticité des ovules de souris lorsqu'on les traite avec de la cytochalasine, une substance connue pour perturber leur cytosquelette.»

Cette technologie novatrice de cartographie de l'élasticité des cellules ouvre donc la voie à de nombreuses applications pratiques en biologie et en médecine, qu'on pense au cancer, à l'infection par des pathogènes, à la cicatrisation ou au génie tissulaire. «Maintenant qu'on a montré la faisabilité de la technologie, on veut perfectionner la méthode et établir des collaborations avec des experts en biologie cellulaire et moléculaire, en physiologie et en mécanobiologie pour explorer le potentiel incroyable de ce champ de recherche», conclut Guy Cloutier.

À propos de cette étude

L'article «Ultrafast Imaging of Cell Elasticity with Optical Microelastography» a été publié le 15 janvier dans *Proceedings of the National Academy of Sciences*. Cette étude a été réalisée conjointement par Pol Grasland-Mongrain, sous la direction de Guy Cloutier, au Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CRCHUM), et par Ali Zorgani, sous la direction de Stefan Catheline, de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale et de l'Université de Lyon, en collaboration avec l'équipe de Greg FitzHar-

ris au CRCHUM. Les travaux ont été financés principalement par le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, le Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies (PR-174387) et les Instituts de recherche en santé du Canada (MOP-84358 et MOP-142334). La technologie fait l'objet d'un brevet. doi: 10.1073/pnas.1713395115.

À propos du CRCHUM

Le Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CRCHUM) améliore la santé chez l'adulte par un continuum de recherche universitaire de haut niveau qui, en améliorant la compréhension des mécanismes étiologiques et pathogéniques, favorise le développement, l'implantation et l'évaluation de nouvelles stratégies préventives, diagnostiques et thérapeutiques. Le CRCHUM offre un environnement de formation assurant une relève engagée dans une recherche d'excellence.

Confirmation expérimentale de la fusion partielle du manteau terrestre profond

La structure et la dynamique interne de la Terre ont un fort impact sur les phénomènes géologiques se produisant à la surface du globe, comme le volcanisme et la tectonique des plaques.

Depuis plusieurs années, certains modèles proposent la présence de magmas à plusieurs centaines de kilomètres de profondeur dans le manteau terrestre.

Or des chercheurs du Laboratoire magmas et volcans (LMV/OPGC, UCA / CNRS / IRD / UJM) et de la Case western reserve university (USA) viennent de reproduire expérimentalement la fusion partielle des roches mantelliques aux conditions régnant à la base du manteau supérieur, entre 350 et 410 km de profondeur, soit 12-15 GPa, environ 1400°C et en présence d'un peu d'eau. Pour la première fois, ils ont pu observer in situ l'effet de la fusion sur la vitesse de propagation des ondes sonores et la conductivité électrique.

Les signaux qu'ils ont mesurés sont tout à fait compatibles avec les mesures géophysiques, ce qui confirme la présence d'une fine couche partiellement fondue à ces profondeurs, dans le manteau.

La structure interne de la Terre est bien connue dans son ensemble, mais elle réserve encore quelques zones d'ombre. Entre 410 et 660 km de profondeur, se situe la zone de transition qui est considérée comme le plus grand réservoir d'eau de notre planète (jusqu'à 2 fois la masse des océans) à la faveur de minéraux dont la structure cristallographique permet l'incorporation d'hydrogène. Ces roches ne sont pas piégées dans cette zone indéfiniment, mais bien soumises à des mouvements verticaux associés à la convection globale du manteau terrestre.

Hygiène de vie

Diabète: quatre actifs pour se soigner

50 % des diabétiques ignorent qu'ils le sont! ET VOUS? Laissez-moi vous rappeler ce qu'est le diabète et pourquoi il constitue un danger majeur pour votre santé. On estime à 4 millions ceux qui sont pré-diabétiques ou diabétiques sans le savoir. Le diabète se caractérise par une élévation anormale du taux de sucre dans le sang (ou glycémie). Ce taux trop important révèle que l'insuline sécrétée par votre organisme est mal utilisée ou neutralisée. Chez l'homme normal, la glycémie à jeun (taux de sucre dans le sang) oscille en permanence entre 0,70 et 1,10 g par litre de sang.

Le glucose ou le sucre, si vous préférez, apporte l'énergie aux différents tissus de l'organisme. Si le taux de glucose (appelé glycémie) dans le sang reste stable, même après un repas ou après un effort physique, c'est qu'il existe un système régulateur complexe dans lequel cette fameuse sécrétion d'insuline joue un rôle primordial.

Mais avec l'âge, les facteurs héréditaires, une trop grande sédentarité, empirée par une consommation excessive de sucres de toute sorte, il arrive souvent que cette fameuse insuline ne remplisse plus son rôle. Le taux de sucre dans le sang aug-

mente, vous rentrez dans le cercle vicieux du diabète ou du candidat au diabète. Les spécialistes parlent du diabète comme du plus grand danger pour la santé dans les années à venir. Le diabète touche plus de 500 millions de personnes dans le monde. Mais plus grave encore, 50 % des diabétiques s'ignorent. En réalité, on peut très bien avoir un taux de sucre quasi-normal au réveil à jeun (quand vous faites ces fameuses prises de sang qui font si peur), mais avoir un taux anormalement élevé après un repas ou après un grignotage intempestif (une barre chocolatée, comme on les aime). Ces « diabétiques sans le savoir » doivent faire face à des changements métaboliques importants tels que:

- Le risque de maladies cardiovasculaires est de 3 à 6 fois plus élevé chez le diabétique que dans l'ensemble de la population.
 - On estime que les diabétiques représentent 25 % de tous les nouveaux cas de maladies détruisant le rein et nécessitant une hémodialyse chronique.
 - Dans le monde, plus de la moitié de toutes les amputations de jambe sont liées au diabète.
 - Près de 30 % des diabétiques observés sont atteints de complications isolées et/ou diversement associées entre elles (rétinopathies, cataractes, néphropathies, neuropathies, artériopathies).
- Bref, il ne faut pas prendre à la légère son taux de glucose, car il peut vraiment et très rapidement engendrer des problèmes de santé très importants. Ce problème de diabète est si présent dans le monde, avec cette surconsommation de sucres sous toutes les formes, que beaucoup de chercheurs ont travaillé sur le sujet.



En résumé, on peut dire que toutes ces recherches ont porté sur « comment refaire fonctionner notre insuline et faire en sorte que le sucre de notre alimentation puisse être transformé en énergie et pas stocké dans l'organisme, au risque de provoquer de gros dégâts ».

Et maintenant je peux en venir à la bonne nouvelle

Ces mêmes chercheurs ont isolé 3 plantes et un minéral qui ont le pouvoir de refaire fonctionner correctement votre « usine interne à insuline ».

La première plante est tellement efficace qu'elle inquiète de plus en plus les grands laboratoires. Il s'agit de:

La berbérine

- La berbérine est une substance naturelle produite par certaines espèces végétales, comme l'épine vinette, l'hydraste du Canada ou encore le coptis japonais. Elle est utilisée depuis des millé-

naires en médecine chinoise et indienne (Ayurveda).

Les recherches ont démontré que cette plante est capable de venir à bout du diabète et, donc, de ne pas être confronté aux graves problèmes de santé, qui menacent la vie des diabétiques (insuffisance rénale, maladies des artères, amputations, cécité).

Une étude clinique a comparé les performances de la berbérine et de la metformine (médicament connu sous le nom de "Glucophage"), pour lutter contre le diabète. Les résultats sont sans appel. La berbérine est au pire aussi efficace que la metformine, sans les effets secondaires de ce médicament, notamment digestifs.

Bien sûr, il y a beaucoup d'autres études qui montrent comment cette efficacité est possible, c'est-à-dire comment la berbérine opère dans notre organisme.

Voilà ce que ça donne, ou ce que va faire la berbérine au quotidien:

- Elle régule la production d'insuline - hormone qui gère le taux de glucides dans le sang.
- Elle provoque l'apparition d'une autre hormone, la GLP-1, au niveau de l'intestin. Cette hormone va également stimuler la production d'insuline au niveau du pancréas.
- Elle stimule la sensibilité des récepteurs à l'insuline présents dans les cellules. Avec une sensibilité accrue, l'insuline va mieux jouer son rôle de facilitateur de la pénétration du glucose dans les cellules (le taux de sucre dans le sang va donc diminuer mécaniquement).
- Elle ralentit la production de glucose par le foie.

Le murier japonais

Des scientifiques se sont récemment intéressés au sujet, en particulier au composé naturel présent dans les feuilles de Murier Japonais appelé 1-deoxyynojirimycine ou plus simplement DNJ. Toutes les études démontrent que c'est la DNJ (à 12mg / jour) qui ralentit le passage du sucre dans le sang. De façon générale, des enzymes spécifiques, appelées glucosidases, présent dans le Murier Japonais, coupent les glucides (grosses molécules) en glucose (plus petites molécules), afin qu'il puisse être absorbé par la muqueuse intestinale et, ainsi, passer dans le sang.

La DNJ inhibe l'action des glucosidases.

Cette inhibition partielle a pour conséquence de diminuer le pic sanguin de glycémie, consécutif à l'absorption des glucides alimentaires.

La cannelle

La cannelle ne sert pas qu'à améliorer le goût d'une tarte aux pommes ou à parfumer des biscuits, elle peut aussi améliorer la santé des personnes diabétiques en faisant baisser la glycémie dans le sang. Une étude publiée sur le site américain Les Annales de la Médecine Familiale et relayée par le site Livescience prouve que la consommation de cannelle est bénéfique pour les patients souffrant de diabète de type 2.

Les chercheurs de l'Université de Pomona en Californie (Etats-Unis) ont montré que les gens atteints de diabète de type 2, qui prennent une supplémentation de cannelle, ont un niveau plus bas de sucre dans le sang lorsqu'ils sont à jeun, par rapport à ceux qui ne consomment pas de cannelle. L'étude montre également que la cannelle a des bénéfices pour le cœur : elle réduit le cholestérol total, le mauvais cholestérol (LDL) et le niveau des triglycérides. Au contraire, elle augmente le taux de bon cholestérol (HDL).

Le Chrome

Le chrome est reconnu au niveau européen (AFSA) pour sa capacité à contribuer au maintien d'une glycémie normale. Il peut, donc, participer à sa réduction. Les aliments de notre nourriture quotidienne ne suffisent que rarement à apporter la dose nécessaire de chrome, pour participer à la régulation de notre glycémie, d'où la nécessité de recourir à une complémentation en chrome. Vous a-t-on déjà diagnostiqué un taux de sucre trop important? Enfin la dernière bonne nouvelle Depuis moins d'un mois il existe, pour la première fois, une gélule qui regroupe ces 4 régulateurs de glycémie. Si la mise au point de cette gélule a pris beaucoup de temps, c'est tout simplement à cause de son dosage.

Sidi Moustapha Ould BELLALI
bellalsidi@yahoo.fr

Source : nature sante innovation

Mieux comprendre la colopathie fonctionnelle ou côlon irritable

La colopathie fonctionnelle est aussi appelée syndrome du côlon irritable ou encore syndrome de l'intestin irritable. Ce dysfonctionnement des intestins entraîne de nombreuses gênes au quotidien. Voici quelques pistes pour mieux comprendre ce trouble. Pour mieux comprendre la colopathie fonctionnelle, encore faut-il en connaître les symptômes et ses différentes déclinaisons. On fait le point.

1. La colopathie fonctionnelle, qu'est-ce que c'est ?

La colopathie fonctionnelle, appelée aussi syndrome de l'intestin irritable ou syndrome du côlon irritable, est un trouble digestif fréquemment caractérisé par des douleurs du bas ventre, régulières ou chroniques. Les chiffres prouvent que c'est une maladie fréquente et très répandue et ce, spécialement dans la population adulte. Environ 8 % des adultes en Europe occidentale (en majorité les femmes) en souffrent. Plusieurs manifestations différentes surviennent. Si vous vous retrouvez dans certains maux, consultez votre médecin traitant.

Certains souffrent de perpétuels ballonnements, de flatulences, de spasmes, d'alternance entre périodes de diarrhées et de constipation régulières.

Les spasmes d'une personne atteinte de colopathie fonctionnelle ont souvent lieu juste après les repas.

Ce qui prouve qu'il y a un dysfonctionnement de l'appareil digestif.

Ces troubles peuvent être entrecoupés de périodes d'apaisement ou, au contraire, peuvent provoquer une grande fatigue, des maux de tête, ou une perte de poids quand l'individu réduit son alimentation par peur de déclencher des crises. Rassurez-vous, on a rarement tous les symptômes à la fois !

2. Quelles en sont les causes ?

Les causes sont mal connues et sont souvent très différentes. Quand le sujet souffre de constipation, il est possible que son intestin grêle contracte peu ; s'il souffre de diarrhées, cela signifie au contraire que ces contractions sont trop fortes. Le facteur psychologique n'est pas non plus à exclure. Les personnes stressées et/ou anxieuses sont souvent touchées par ce dysfonctionnement.

Un suivi psychologique pourra alors les aider à résoudre ce problème. Chez les enfants, veillez à ce qu'ils mâchent correctement : une mauvaise mastication entraîne des troubles de la digestion et peut se manifester par des flatulences et des alternances entre constipations et diarrhées. On trouve même des carences (notamment en fer) lorsque les diarrhées fréquentes évacuent même les oligo-éléments.

3. Est-il possible de traiter au naturel ?

Si vous souffrez de constipation, il est indispensable d'éviter au maximum l'utilisation de laxatifs. Ces derniers risquent d'irriter les intestins d'une part et de rendre l'intestin de plus en plus paresseux d'autre part. Les anti-spasmodiques peuvent parfois aider à réduire les douleurs. La meilleure solution est de surveiller son hygiène de vie et son alimentation. Faites du sport, vous serez moins stressés ! La sédentarité empêche un bon transit intestinal, c'est bien connu. Mangez des fibres, du pain complet. Si vous souffrez de flatulences, évitez les aliments comme le chou, qui pourra provoquer encore plus de gaz. Évitez les aliments trop gras ou les aliments qui contiennent du lactose. Privilégiez les légumineuses, les légumes cuits (artichauts) et les fruits cuits.

Basket-ball :

Championnat National : Etoile du Nord cartonne, Boghé dominateur



Le plancher de l'Institut Supérieur de la Jeunesse et des Sports de Nouakchott a vibré au cours du week end dernier au rythme de la balle au panier. Pour le compte de la poule Sud, Nouakchott Magic prend le meilleur sur Teyarett Feu Lémir sur la marque de

62-57. Au cours de la manche retour de cette troisième journée, les protégés de Mohamed Lemine Ould Kaba gonflés à bloc renouent avec le succès en s'imposant sur la marque de 62 points à 36.

Large victoire de Boghé à domicile face à Kaédi (70 points

à 40).

Pour le compte de la Poule Nord, samedi 17 avril, le champion en titre, Etoile du Nord n'a pas fait de détail en étrillant Zouerate (102 points à 26). Dur apprentissage dans l'élite de la formation de la cité minière.

Arafat B.C emporte les gains de la victoire sur tapis vert face à Nouadhibou. En déplacement à Nouakchott, la formation de Nouadhibou ne s'est pas présentée à l'heure de la rencontre. Après un battement de 15 mn, le forfait a été constaté.

En clôture dimanche, Étoile réédite son exploit en explosant de nouveau Zouerate sur la marque de 102 points à 48. Tandis que dans la poule Sud, Boghé dispose encore de Kaédi 63 à 22 points.

Super Coupe de Mauritanie Futsal :

FC Alem s'adjuge le trophée

Samedi 17 avril, en nocturne, à Atlantique (Tevragh Zeïna), FC Alem a remporté la Super Coupe de Mauritanie de futsal face au FC El Kelam de Nouadhibou. La victoire des partenaires de Dah Werzeque Ennewara s'est dessinée à l'épreuve fatidique des tirs au but (3-1). Les deux formations étaient à égalité à la fin du temps réglementaire (3-3). Le trophée a été remis au capitaine de FC Alem Ahmed Mohamed El-Kory par le président de la FFRIM Ahmed Ould Yahya, en présence de Pape Amghar Dieng, président de la Ligue Nationale de Football et d'un public restreint de férus. Une enveloppe financière de 150.000 MRU a été remise au capitaine de FC Alem. La performance éblouissante de Alem a été saluée par Abdel Haye Ould Idoumou président du département Futsal à la FFRIM. Abdel Haye a également mis en exergue l'esprit sportif qui a prévalu tout au long de



la compétition non sans remercier tous ceux qui ont contribué au succès de cette compétition.

Enfin, il a félicité la FFRIM pour la

prochaine participation de la sélection nationale au championnat arabe de Futsal qui se déroulera du 20 au 30 mai prochain, en Egypte.

Madagascar :

Rabesandratana vise le poste de sélectionneur !

Après sa magnifique épopée qui l'a mené jusqu'en quart de finale de la CAN 2019 pour sa première participation à la compétition, Madagascar a subi un énorme coup d'arrêt en échouant à se qualifier pour l'édition 2021.

Du coup, l'avenir du sélectionneur des Barea, Nicolas Dupuis, s'annonce incertain. Ces derniers jours, le nom du Franco-Malgache Eric Rabesandratana commence notamment à circuler pour lui succéder. «Evidemment que ça m'intéresse», a confirmé l'ancien défenseur du

Paris Saint-Germain (1997-2001) dans les colonnes du journal Le Parisien.

«J'aime ce pays, j'aime cette sélection.

C'est une opportunité qui ne se refuse pas.

Beaucoup de gens m'ont parlé de ça. En attendant des nouvelles des dirigeants, je me tiens prêt.» International à une reprise avec la sélection insulaire lors d'un match non officiel en 2007, l'homme de 48 ans dispose d'une expérience limitée en tant qu'entraîneur puisqu'il a seule-

ment dirigé le FC Miami City Champions et la PSG Academy aux Etats-Unis en 2014-2015.

Depuis, il œuvre comme consultant notamment pour RFI, Canal+ Afrique et France Bleu Paris et suit le football africain de près.

A partir de juin, les Malgaches affronteront la RDC, le Bénin et la Tanzanie dans le groupe J des qualifications à la Coupe du monde 2022. Reste à savoir si ce sera avec Dupuis, Rabesandratana ou quelqu'un d'autre sur le banc.

Super D1 :

KFC valide son ticket, 3^{ème} revers de Tevragh Zeïna



Sur un chef d'œuvre de l'ancien transfuge de Tevragh Zeïna, Yeslim Marrekchi, le FC Sahel vient à bout sur la plus petite des marges de l'AS Armée.

Avec ce deuxième succès de rang, le Fc Sahel comptabilise 18 points (-4) et retrouve la quatrième place du classement. Dans la capitale du Gorgol, Kaédi FC enchaîne avec une seconde victoire consécutive à domicile et assure sa place aux plays offs.

Les partenaires de Oumar Thiam ont dominé l'ASC Snim(2-1).

Avec désormais 21 points (+5) à 5 longueurs du leader Fc Tevragh-Zeïna, les hommes de Pape Oumar Deme Darry reprennent la deuxième place provisoire en attendant le

match de ksar demain en déplacement face à l'Asc Kédia.

La Police, de son côté, renoue avec la victoire en battant 2-1 Fc Tevragh-Zeïna qui enregistre un troisième revers d'affilée. Pourtant l'attaquant malien Amara Bakhayoko avait ouvert à la 49 mn la marque sur penalty pour TVZ. 5' Sidi Moulaye égalise rétablit la parité à la 65e sur penalty.

A la 76' Abdellahi Chekrane donne l'avantage à l'As Police.

Grâce à ce quatrième succès de la saison, les hommes de Babacar Diop "Ndiobo" gardent encore une chance de se qualifier pour les playoffs, en cas de victoire lors de la dernière journée contre Kaédi Fc, le week-end au Stade Cheikha Boïdiya.

Côte d'Ivoire :

Entraîneur en herbe, Yaya Touré rêve... du Barça !



Ancien milieu de terrain du FC Barcelone (2007-2010), Yaya Touré rêve d'un retour en Catalogne en tant... qu'entraîneur ! A 37 ans, l'ex-milieu de terrain est en train de passer ses diplômes et de se faire les dents dans un rôle de coach adjoint à l'Olimpik Donetsk en Ukraine. A terme, son ambition est de retrouver les Blaugrana.

«Je suis en train de terminer ma licence d'entraîneur. Pour moi, Barcelone est l'équipe où je veux

finir. Je ne sais pas si c'est au Barça B, chez les Juvenil (l'équipe U-19, ndlr)..., mais je veux travailler à Barcelone. J'adorerais travailler à La Masia. J'ai d'ailleurs toujours une maison à Barcelone», a confié l'Ivoirien sur les ondes de la Cadena SER.

Avant de réaliser peut-être son rêve un jour, le vainqueur de la CAN 2015 devra d'abord faire ses preuves comme technicien, mais le message est passé !